

CINQUANTE ENTREPRISES ALLEMANDES PRENDRONT PART À LA 41^E FIAL'Allemagne, 5^e fournisseur de l'Algérie

Pour sa neuvième participation à la Foire internationale d'Alger, l'Allemagne sera représentée par une cinquantaine d'exposants. Il s'agit essentiellement d'entreprises actives dans le génie civil, les véhicules industriels et la machinerie.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'Allemagne entend à travers cette présence opérer un «retour» en force en réitérant son «engagement» avec l'Algérie pour aller au-delà des échanges économiques.

C'est ce qu'a affirmé hier l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en Algérie, le DR Johannes Westerhoff, pour qui «aucun domaine de coopération n'est exclu» avec un pays qui a cessé d'être le «voisin des voisins» pour devenir carrément «le voisin de l'Allemagne».

Côté chiffres, les exportations de l'Allemagne vers l'Algérie se sont élevées en

2007 à 1,76 milliard d'euros avec une prédominance des machines (30%), des véhicules (20%), des produits électrotechniques (7,5%) et chimiques (11,8%), ce qui place l'Allemagne comme cinquième fournisseur de l'Algérie. Cette dernière exporte vers son partenaire allemand pour 1,38 milliard d'euros.

Des exportations dominées à hauteur de 98% d'hydrocarbures.

Les deux pays avaient signé en 2007 une convention sur la non-imposition qui vise à faire tomber les barrières fiscales et impulser une nouvelle dynamique aux échanges. En 2008, le nombre des entreprises alle-

mandes présentes en Algérie s'élevait à 150.

Que pense la partie allemande du climat des affaires ? Les hommes d'affaires estiment qu'il va falloir encourager de nouveaux créneaux, estimant que le climat est plutôt favorable mais que des problèmes subsistaient toujours en matière

de dédouanement et de foncier. De leur côté, les hommes d'affaires algériens peinent à s'introduire sur le marché allemand.

Il n'existe en Allemagne aucune représentation de l'Algex ou de l'ANDI pour les aider à s'y faire une place.

N. I.

La libre circulation, un casse-tête allemand

Avec une moyenne de 80% de demandes de visas satisfaite, l'ambassade d'Allemagne tente de résoudre la difficile équation entre la libre circulation des personnes et les «abus», terme choisi par l'ambassadeur pour évoquer l'immigration clandestine.

Le Dr Johannes Westerhoff a en effet reconnu que cette question était un véritable casse-tête puisque d'un côté l'Allemagne «désire s'ouvrir», mais d'un autre elle devait se protéger. Il promet néanmoins de meilleures conditions d'accueil des demandeurs de visas qui pourront dans les quelques semaines prendre rendez-vous par téléphone avant de se présenter pour éviter les files d'attente. Il faut savoir que l'ambassade a enregistré 10 000 demandes, dont 7 500 ont été satisfaites.

N. I.

L'Allemagne fournit des armes à l'Algérie

Sans pour autant donner trop de détails, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en Algérie a affirmé que son pays fournissait des armes à l'Algérie mais que la coopération «allait au-delà» avec des programmes de formation et d'assistance. «Notre coopération bilatérale s'étend au-delà d'une simple livraison d'armes. Cela inclut une dimension de formation», a-t-il assuré. Répondant à une question relative au climat sécuritaire en Algérie, l'ambassadeur a affirmé qu'il existait aujourd'hui une approche fondée sur la «protection coopérative», ajoutant : «Nous avons confiance en la capacité de l'Etat algérien d'assurer la stabilité du pays.»

N. I.

UNION POUR LA MEDITERRANÉE

Alger et Berlin sur la même longueur d'onde

Entre l'Algérie et l'Allemagne, pas de divergences de vues au sujet de l'Union pour la Méditerranée. C'est du moins ce qu'a affirmé l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en Algérie. Ce dernier a affirmé que les contacts entre les dirigeants des deux pays ont permis d'arriver à une concordance de points de vue, à savoir la nécessité de connaître le contenu du projet français avant de se positionner. Une Union pour la Méditerranée sans l'Algérie serait-elle viable ? Non, répond l'ambassadeur qui estime qu'au regard de son «poids spécifique», l'Algérie demeure un partenaire incontournable.

N. I.

CONFÉRENCE-DÉBAT DE L'AMBASSADEUR DU PORTUGAL À ALGER :

«Nous sommes pour un approfondissement de la réflexion sur l'UPM»

A deux jours de la tenue de la 15^e conférence des ministres des Affaires étrangères, l'ambassadeur du Portugal à Alger, Son Excellence M. Luis Almeida Sampaio, a appelé à un approfondissement de la réflexion sur le projet de l'Union pour la Méditerranée qui sera à l'ordre du jour de ce forum méditerranéen.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Invité à la conférence-débat qui a eu lieu hier matin au Centre de presse du quotidien *El Moudjahid*, le conférencier a déclaré que «l'Union pour la Méditerranée est un fait d'une grande importance pour le Portugal. Mais nous soutenons une approche globale pour la réalisation de ce projet qui ne doit pas diviser l'ensemble des pays membres de la Communauté européenne. Pour nous, cette union est l'occasion pour rééquilibrer cette Europe, dans une perspective tournée vers la Méditerranée. Nous sommes en faveur de cette union, à condition que nos partenaires de la rive sud de la Méditerranée acceptent d'adhé-

rer à ce projet». Pour M. Almeida Sampaio, la réalisation de l'Union pour la Méditerranée devra apporter une solution définitive pour le phénomène de l'immigration clandestine vers l'Europe.

«L'approche sécuritaire ne règlera pas le problème de l'immigration clandestine. L'adoption d'une démarche basée sur le développement économique, social et culturel des pays de la rive sud de la Méditerranée stoppera ce flux migratoire vers l'Europe.

Les pays du Bassin méditerranéen doivent aussi combattre les réseaux de trafiquants, impliqués dans ce drame humain qui ne nous laisse pas indifférents même si nous ne

sommes pas directement touchés par ce problème», a insisté le conférencier.

La rencontre d'hier avec la presse a été aussi l'occasion pour l'ambassadeur portugais d'évoquer les relations partenariales qu'entretient son pays avec l'Algérie. «Nous avons pu développer ces dernières années un important partenariat économique avec l'Algérie, notamment dans le domaine énergétique. Nous avons à ce propos une compagnie gazière dont le capital a été ouvert à la participation de la Sonatrach.

Nous avons aussi des cadres algériens au sein de l'administration de cette compagnie cotée à la Bourse de New York», a-t-il indiqué.

Le Portugal s'est aussi engagé dans les secteurs des travaux publics et de l'environnement. Son entreprise Parque Expo, spécialisée dans le domaine de l'environnement et de l'aménagement urbain, a réussi, il y a quelques semaines, à gagner le marché concernant le réaménagement urbain de la capitale.

«Nous misons sur un partenariat longue durée avec l'Algérie. Pour nous, il ne s'agit pas de regarder ce pays comme un grand réservoir de matières premières, mais comme un partenaire politique et économique de qualité. C'est pour cette raison que nous avons signé en 2005 le traité

d'amitié et de bon voisinage avec l'Algérie», a-t-il précisé, insistant sur l'importance du dialogue entre les cultures et le respect mutuel entre les différents pays de la Méditerranée. M. Almeida Sampaio a souligné, toutefois, que l'Algérie devrait révolutionner son système financier et bancaire pour une meilleure reprise de son économie.

«Aucun pays ne pourra réussir sa réforme économique sans la réforme de son système financier et bancaire», a-t-il précisé, réaffirmant la disponibilité de son pays à apporter son soutien pour faire profiter l'Algérie de son expérience dans le secteur financier et bancaire.

Il faut noter que le Portugal est l'invité d'honneur de l'édition 2008 de la Foire internationale d'Alger (FIA), qui se tient du 7 au 13 de ce mois au Palais expositions des Pins-Maritimes à Alger. Ce pays sera présent en force à cette manifestation avec une quarantaine d'entreprises opérant dans les secteurs de l'énergie, du bâtiment et des travaux publics, de la construction navale, de l'environnement et des télécommunications.

Le Premier ministre portugais assistera à l'ouverture de la FIA, «une manière de réitérer sa confiance en l'amélioration de la situation sécuritaire en Algérie», a annoncé M. Almeida Sampaio.

L. M.

UNION POUR LA MEDITERRANÉE

Pour le confort du Nord

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

«L'Algérie est un acteur majeur dans la Méditerranée», cette phrase, maintes fois répétée par les ministres de Sarkozy, émissaires auprès de Bouteflika, est demeurée, toutefois, incomplète. Au moins, jusqu'à ces deux derniers jours. Présentement, on sait la suite. Dorénavant, il est demandé à notre pays, comme à la plupart des partenaires du sud du pourtour méditerranéen, à l'exclusion de ceux qui sont membres de l'UE, de se déclarer, solennellement et sans chercher son reste, prêts pour lutter contre «l'immigration clandestine». La phrase complète serait donc «l'Algérie est un acteur majeur en Méditerranée pour la lutte contre l'immigration clandestine». Emmenés par Hosni Mubarak, le rais d'Egypte semble faire consensus pour coprésider la configuration qui jaillira des assises parisiennes le 13 juillet prochain, le Marocain Mohammed VI, le Tunisien Ben Ali, l'Algérien Bouteflika, le Libyen El-Kadhafi, le Syrien El Assad auxquels on a ajouté le roi de Jordanie et le président mauritanien, tout ce beau monde le sait maintenant à pour principale mission, pour feuille de route, d'assurer à l'Europe une immigration sinon zéro, du moins réduite à l'extrême. La Commission européenne, l'exécutif des 27, en fait, la France et l'Italie ont déjà indiqué les grandes lignes de ce que devront réaliser, à partir de la mi-juillet, les Sudistes de la mer chère à Rais Hamidou. Ils devront, en définitive, mettre au placard toute autre priorité et s'atteler, toutes affaires cessantes, à transformer leurs appareils d'Etat, leur gouvernement et leur service public en un appoint, une force auxiliaire au service des intérêts, des seuls intérêts des pays du Nord du pourtour méditerranéen. Du Caire à Nouakchott, en passant par Damas, Tripoli, Tunis, Alger, sans oublier Amman et Rabat, la chasse par ces capitales à l'Africain sub-saharien, à l'Algérien harrag, au pauvre marocain qui veut, à partir de Ceuta ou de Melilla, rejoindre les côtes espagnoles, doit s'ouvrir illico presto. De Paris à partir du 13 juillet prochain, d'une Union méditerranéenne aux contours flous et brumeux, on est passé, ensuite, à une Union pour la Méditerranée, soi-disant cadre de coopération entre rive droite et rive sud de la mer d'Ulysse. Et ce, grâce au camouflage infligé par la chancelière allemande au président français. Pour, à l'avant-veille du grand lancement du projet, la transformer, en bafoyant le processus de Barcelone et même la Politique européenne de voisinage (PEV), en une grandiose opération policière contre l'immigration clandestine qui menace la quiétude européenne. En Italie, en Belgique, en France, et sans doute, dans peu de temps, dans la plupart des autres pays membres de l'UE, la «traque» à l'étranger sans papiers, surtout noir ou basané, a déjà commencé, encouragée et fortement appuyée par la dernière directive de la Commission Barroso sur la question. Le ministre italien de l'Intérieur et le ministre français de l'Immigration sont dans une autre trajectoire. Ils veulent, tout simplement, assimiler l'immigré clandestin à un bandit, un criminel, à mettre en prison, puis à renvoyer chez lui, par des mécanismes que l'Union pour la Méditerranée dictera, sous peu, à tous les pays maghrébins et/ou arabes... Pour rappel, il y a deux ans, lorsque le Maroc a accepté de sous-traiter pour le compte de l'Espagne la répression contre les pauvres gens de l'Afrique subsaharienne, ça avait failli tourner au vinaigre pour le régime makhzénien, lui-même ! Chaque jour qui passe précise, un peu plus, la doctrine des 27 concernant l'Union pour la Méditerranée. Le cadre est conçu et mis en musique pour le seul intérêt du nord de la Méditerranée. Pour son confort.

A. M.

Commémoration à la mémoire des chouchada Henri Maillot et Maurice Laban

Il y a 52 ans, Henri Maillot et Maurice Laban sont tombés au champ



d'honneur un certain 5 juin 1956.

En répondant à l'appel de la patrie, l'enfant de Clos-Salembier (El-Madania) Henri et l'enfant de Biskra Maillot ont offert leur vie pour une Algérie libre, indépendante, fraternelle et tolérante.

Pour mémoire, en leur mémoire et afin que nul n'oublie, une cérémonie de recueillement aura lieu le jeudi 5 juin à 10h au cimetière chrétien de Diar Essaâda (El-Mouradia).

Gloire à tous nos martyrs

Les familles Maillot et Laban